

Burundi : Magistrats et administratifs arrêtés pour corruption présumée

RFI, 19/09/2023 Burundi : des magistrats et des administrateurs arrêtés dans des affaires de corruption présumée. Plusieurs magistrats et des responsables administratifs ont été arrêtés pour des affaires de corruption présumée au cours des dernières semaines.

Depuis deux mois, au moins une dizaine de magistrats et cinq administrateurs de commune à l'équivalent d'un maire ont été arrêtés et écroués dans plusieurs provinces pour des affaires de corruption présumée. Une autre quinzaine d'administrateurs ont été démis de leurs fonctions pour les mêmes motifs. De quoi réjouir de nombreux internautes burundais, qui se félicitent de ces arrestations qui marquent selon eux la fin de l'impunité au Burundi. On en est encore loin, pointent plusieurs organisations de la société civile, qui estiment que cette volonté de punir ne s'applique jusqu'ici qu'aux petits fonctionnaires. « D'abord, la corruption au Burundi est systématique, à la pointe Faustin Ndikumana, président de Parcem, une organisation qui milite pour la bonne gouvernance. Ce n'est pas l'arrestation d'un administrateur ici et là, d'un simple magistrat, qui prouve que la lutte contre la corruption a été déclenchée à grande échelle. Beaucoup d'infractions de corruption sont commises au plus haut sommet. Elles sont ignorées et impunies. Aucun procès n'a été engagé jusque-là. Le dossier de la corruption n'est plus tabou, dirait-on, mais une stratégie encore bien cadrée n'a pas encore été mise au point. » Pour preuve, selon plusieurs activistes, le président burundais avait lancé un ultimatum deux semaines à son ministre des Mines pour que les responsables du détournement de plus de 30 millions de dollars destinés à la construction d'un barrage dans le nord-ouest du pays rendent cet argent. Cette injonction est restée lettre morte jusqu'ici.